



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de l'administration pénitentiaire**

**SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION  
DE LA GUYANE**

16 Boulevard de la République  
97300 CAYENNE  
Tél : 05 94 44 86 21

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
Programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion  
professionnelle (PPAIP)**

**24 – SPIP973 - 01**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

*Code de la commande publique issu de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075  
du 3 décembre 2018*

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
1.1 OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 FORME DU MARCHE.....	4
1.3 DUREE DU MARCHE .....	4
<b><u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION.....</u></b>	<b><u>5</u></b>
3.1 LANGUE D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
3.2 COMMANDES.....	5
3.3 LIEUX D'EXECUTION .....	6
3.4 CONDITIONS PARTICULIERES D'ACCES.....	6
3.5 SOUS-TRAITANCE .....	6
3.6 RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	7
<b><u>ARTICLE 4 : RECEPTION, OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....</u></b>	<b><u>7</u></b>
4.1 OPERATION DE VERIFICATION .....	7
4.2 SUIVI DU MARCHE .....	7
4.3 CONSTATATION DU SERVICE FAIT .....	7
<b><u>ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHE.....</u></b>	<b><u>8</u></b>
5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES (TYPES ET FORMES DE PRIX).....	8
5.2 REVISION DES PRIX .....	8
<b><u>ARTICLE 6 : FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT.....</u></b>	<b><u>9</u></b>
6.1 PRESENTATION DES FACTURES .....	9
6.2 COMPTABLE ASSIGNATAIRE ET DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	10
6.3 INTERETS MORATOIRES .....	10
6.4 MODE DE REGLEMENT .....	10
<b><u>ARTICLE 7 : AVANCE.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 8 : PENALITES .....</u></b>	<b><u>11</u></b>
8.1 PENALITES DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	11
8.2 NON REMISE DE DOCUMENTS .....	11
8.3 SANCTIONS ENCOURUES EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	12

<b>8.4 NON REMISE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES .....</b>	<b>12</b>
<b><u>ARTICLE 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES .....</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b><u>ARTICLE 10 : NANTISSEMENT.....</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b><u>ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE .....</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b><u>ARTICLE 12 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE .....</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b><u>ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b>ARTICLE 13.1 : DOCUMENTS A TRANSMETTRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13.2 : CERTIFICATS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13.3 : CONFIDENTIALITE ET SECRET .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13.4 : HABILITATIONS DES PERSONNELS DU TITULAIRE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13.5 : CLAUSE PENITENTIAIRE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13.6 : HYGIENE ET SECURITE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 13.7 : REPRISE DU PERSONNEL .....</b>	<b>16</b>
<b><u>ARTICLE 14 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE .....</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b>ARTICLE 15.1 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15.2 : RESILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15.3 : LIQUIDATION DU MARCHE RESILIE.....</b>	<b>17</b>
<b><u>ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES.....</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b><u>ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG.....</u></b>	<b><u>18</u></b>

## Article premier : Dispositions générales

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un **programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) à destination des personnes placées sous-main de justice (PPSMJ)**.

Les prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 Périmètre du marché

Les prestations s'exécutent dans le(s) établissement(s) et service(s) pénitentiaire(s) suivant(s) :

- Centre pénitentiaire de Guyane
- Antennes des Milieux Ouverts de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni du SPIP de GUYANE FRANCAISE

Ce(s) établissement(s) et service(s) pénitentiaire(s) dépende(nt) de la Direction des services pénitentiaires d'outre-mer (DSPOM).

### 1.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande qui s'exécutent au fur et à mesure de l'apparition de besoin. Il est passé sans minimum, et avec un maximum prévu à l'article 1.5 du présent CCAP.

Les bons de commande sont émis selon les modalités de l'article R.2162-13 et suivant du Code de la commande publique, et de l'article 3.2 du présent CCAP.

### 1.4 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa notification.

Il peut être reconduit annuellement de manière tacite, sans que la durée totale du marché ne puisse **excéder quatre (4) ans**.

En cas de non reconduction, l'Administration sera tenue d'observer un préavis de trois mois, sauf si la résiliation résulte d'un manquement du titulaire. Dans cette hypothèse, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du présent CCAP.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction, et les dispositions du code de la commande publique seront applicables de plein droit.

### **1.5 Estimation et montant maximum du marché**

Le montant du marché est estimé à 80 000 euros hors taxe pour toute sa durée, et à un montant maximum de 80 000 euros hors taxe.

Dans le cas où le montant maximum serait atteint, les effets du marché prendraient fin.

## **Article 2 : Pièces contractuelles du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **1-Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les avenants postérieurs à la notification.

### **2- Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses administratives Générales des Marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), arrêté du 30 mars 2021.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les pièces du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré au présent article.

Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration pénitentiaire font foi.

## **Article 3 : Modalités d'exécution**

### **3.1 Langue d'exécution du marché**

La langue d'exécution du marché est le français.

### **3.2 Commandes**

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire afin d'honorer un bon de commande.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande établis par l'administration, dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les prestations sont à exécuter à l'adresse indiquée sur les bons de commande.

Ils sont échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les bons de commande émis avant la date d'échéance du marché peuvent s'exécuter au-delà de la date d'échéance du marché et sont valables jusqu'à l'admission de la réalisation de la prestation commandée.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom du service émetteur de la commande,
- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- le numéro d'engagement juridique dans CHORUS (transmis après notification au titulaire),
- le ou les établissements concernés et les lieux d'exécution,
- la date d'émission et le numéro du bon de commande,
- les caractéristiques des prestations à réaliser,
- la quantité commandée d
- es prestations,
- le prix unitaire HT et TTC,
- le montant total HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le(s) titulaires.

#### **Confirmation de la commande par le titulaire**

Le titulaire confirme la réception de la commande par courriel au service émetteur de la commande.

### **3.3 Lieux d'exécution**

Le titulaire assure l'exécution du marché sur l'ensemble des établissements et service pénitentiaires ci-dessus référencés, à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Il intervient au sein de chaque établissement ou service et est présumé avoir connaissance des contraintes de sécurité inhérentes à une entrée dans un établissement pénitentiaire.

Le titulaire s'engage à se rapprocher des établissements afin de s'assurer de leurs caractéristiques propres.

### 3.4 Conditions particulières d'accès

Le titulaire ainsi que le personnel intervenant pour son compte dans l'enceinte d'un établissement pénitentiaire devront respecter les règles de confidentialité et d'accès précisés aux articles 4.3, 4.4 et 4.5 du présent CCAP.

### 3.5 - Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de la DAP l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément au modèle d'acte spécial (type DC4) de sous-traitance que le titulaire doit remettre à l'interlocuteur en charge.

### 3.6 Respect de la réglementation en vigueur

Le titulaire s'engage dans l'exécution de ses missions à respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires présents et à venir. Ils prennent notamment en compte la réglementation nationale et communautaire.

## **Article 4 : Obligations du titulaire**

### Article 4.1 : Documents à transmettre

#### Données statistiques

#### Statistiques annuelles globales

Le titulaire doit fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à la direction du service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Guyane et à la Direction des services pénitentiaires d'outre-mer, au département d'insertion, de probation et de prévention de la récidive (selon le tableau fournit en annexe) les données statistiques suivantes :

- nombre d'inscrits depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours ;
- nombre de prestations prévues et réalisées ;
- nombre de bénéficiaires et nombre d'heures prévues et ou réalisées ;
- prix facturés en HT et TTC ;
- **fréquence** : annuelle, à envoyer dans les 30 jours suivant chaque fin d'année civile.

**Informations à fournir** et décliner par établissement/service bénéficiaire de la manière suivante :

SPIP de Guyane Française	Etablissement	Désignation de la prestation	Période d'exécution du marché	Nombre de bénéficiaires	Nombre de prestations prévues	Nombre de prestations réalisées	Nombre d'heures prévues	Nombre d'heures réalisées	Nombre d'inscrits depuis le 1 <sup>er</sup> janvier	Prix en euros HT	Prix en euros TTC

**Les supports des outils de reporting** : les documents de reporting doivent nécessairement être dématérialisables sous forme de fichiers « tableurs » (OpenOffice ou MS Excel) ou de fichiers texte séparés (CSV) importables dans un des logiciels tableurs précités.

Les éléments décrits constituent les attentes minimales de l'administration pénitentiaire.

Le titulaire est encouragé à proposer des solutions plus évoluées (extranet, mise à disposition de base de données complètes).

#### **Statistiques mensuelles « pédagogiques »**

Le titulaire doit fournir mensuellement, à la direction du Service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Guyane un bilan qualitatif et quantitatif permettant de procéder au contrôle des consommations des actions d'orientation.

- **fréquence** : mensuelles, à envoyer dans les 30 jours suivant chaque fin de mois.
- **type de fichier** : EXCEL
- **informations à fournir** : sur le même modèle que les statistiques annuelles ci-dessus
- **supports des outils de reporting** : les documents de reporting seront nécessairement dématérialisables sous forme de fichiers « tableurs » (OpenOffice ou MS Excel) ou de fichier texte séparés (CSV) importables dans un des logiciels tableurs précités.

#### **Article 4.2 : Certificats**

Conformément à l'article R. 2143-7 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, et sans que l'administration pénitentiaire n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

#### **Article 4.3 : Confidentialité et secret**

Le titulaire qui à l'occasion de l'exécution du marché a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ceux-ci ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.



De plus, le titulaire est tenu de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret concernant l'ensemble du dispositif et des matériels de sécurité afférents à l'établissement pénitentiaire objet du présent marché. Il est tenu de faire respecter les obligations de confidentialité précitées par ses personnels ou par toute personne agissant pour son compte, notamment ses sous-traitants s'il y a lieu.

Enfin, le personnel appelé dans les locaux de l'administration pénitentiaire à l'occasion de l'exécution de la prestation doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables.

L'Administration soumet la totalité de l'exécution du présent marché à l'obligation de secret.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs et sans droit à indemnités.

#### Article 4.4 : Habilitations des personnels du titulaire

Le décret n°87-604 du 31 juillet 1987 – modifié par les décrets n°94-965 du 2 novembre 1994 et n°2007-931 du 15 mai 2007 – relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires et complétant l'article R222-1 du code pénitentiaire précise les conditions d'habilitation des personnes intervenant dans l'enceinte d'établissements pénitentiaires.

Le titulaire du marché doit s'assurer que les personnes qui interviennent pour son compte sont habilitées à pénétrer dans l'enceinte de l'établissement. De plus, il doit disposer tout au long du marché, de personnels habilités en nombre suffisant, afin que les prestations ne soient pas interrompues ou retardées.

#### Article 4.5 : Clause pénitentiaire

Le titulaire est réputé informé des conditions particulières à son intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Il se conforme à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Il ne peut en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

#### Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent pas accéder dans les établissements.

**Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles suivants : D222-2, D222-3, et D222-4 du code pénitentiaire.**

*A titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45.000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus".*

#### Article 4.6 : Hygiène et sécurité

En cas d'inobservation par le titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions. Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au présent marché.

#### Article 4.7 : Reprise du personnel

Le titulaire entrant s'engage à respecter les normes, réglementation et convention collective en vigueur au titre du présent marché.

### **Article 5 : Réception, opérations de vérification et admission des prestations**

#### 5.1 Opération de vérification

Conformément aux articles 26 et 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur ou son représentant, ou toute autre personne habilitée par lui, se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire.

En conséquence, le prestataire est tenu :

- de se soumettre à tout contrôle sur pièce ou sur place opéré par l'administration
- de remettre sur demande de l'administration toute pièce justificative nécessaire aux opérations de vérifications de l'administration sur la réalisation effective des prestations (feuilles d'émargement ou tout autre document de nature à prouver la réalisation des prestations).

## 5.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou toute personne dûment habilitée, donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, durant toute la période d'exécution du marché, d'y répondre sous quinzaine en précisant les mesures correctives prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au pouvoir adjudicateur auteur de la lettre de non-conformité.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## 5.3 Constatation du service fait

Pour toute commande, le service est réputé fait dès que l'ensemble de la commande considérée a fait l'objet d'une validation définitive par l'administration, toute condition subordonnant la validation ayant été levée.

# **Article 6 : Prix du marché**

## 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués (types et formes de prix)

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution et au suivi du marché, à la livraison des prestations et au respect des obligations prises par le titulaire au titre du présent marché.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant les prestations ; ainsi que tous les frais d'hébergement ou déplacement (hébergement, restauration) du personnel du titulaire.

Sauf stipulation contraire, les prix comprennent :

- l'exécution de la prestation dans les conditions prévues au marché (à savoir, à titre non limitatif : la phase de préparation des interventions, les actions de communication et d'information incluant les réunions collectives de présentation, le face à face, la coordination administrative et pédagogique, les temps de réunions et d'échanges, les relations partenariales, les déplacements, le back office comprenant les recherches, la rédaction de synthèses et reporting, nécessaires au bon déroulement du dispositif) ;
- la main d'œuvre ;
- les frais éventuels de transport et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- la participation aux réunions éventuellement prévues au marché pour l'exécution des prestations.

Durant l'exécution du marché, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Il s'agit du prix figurant dans l'annexe financière.

Conformément à l'article **5.2.5** du CCTP, seules les feuilles individuelles d'émargement ouvriront droit à la comptabilisation des heures effectuées.

## 6.2 Révision des prix

L'ensemble des prix figurant aux annexes financières est **révisé annuellement à chaque date anniversaire du marché.**

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P_1 = P_0 \left[ \frac{I_1}{I_0} \right]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I1 : dernier indice publié et disponible deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I0 : indice du mois de dépôt des offres pour la première révision.

Indice(s) utilisé(s) :

Indice I : Indice SYNTEC mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies.

### Modalités :

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

- la révision peut intervenir à la demande de l'administration ou du titulaire. **La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant la date anniversaire du marché.**
- la demande du titulaire doit être adressée au Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Guyane (16 Boulevard de la République 97300 CAYENNE – 05.94.44.86.21)

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à 3 %. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

## **Article 7 : Facturation et Modalités de règlement**

### 7.1 Présentation des factures

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.4 du CCAG-PI.

Le titulaire établit une facture pour chaque bon de commande.

Les factures afférentes au paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la prestation exécutée ;
- le montant TTC du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

Les factures et autres demandes de paiement sont transmises par voie dématérialisée via CHORUS Pro : [www.chorus-pro.gouv.fr](http://www.chorus-pro.gouv.fr).

### 7.2 Comptable assignataire et délai global de paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), sont payées **dans un délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des factures ou de service fait lorsque la facture est déposée avant le service fait.

Le comptable assignataire est renseigné dans l'acte d'engagement

### 7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, en application de l'article L. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique, au bénéfice du titulaire du marché.

### 7.4 Mode de règlement

Le mode de règlement est le mandat administratif.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, conformément à **l'article 12.1 du CCAG-PI**.

## **Article 8 : Avance**

### Généralités :

Conformément à l'article R. 2191-7, dans le cas d'un marché à bons de commande, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

## **Article 9 : Pénalités**

**Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-PI.**

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCAP ont uniquement un caractère moratoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

**Les jours de retard s'entendent en jours calendaires.**

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

### 9.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Si le titulaire n'effectue pas sa prestation dans les délais et pour les quantités fixées au bon de commande, ou ne l'a pas faite en qualité recevable ; **il est possible envers l'administration pénitentiaire, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suit l'expiration des délais (soit le 6ème ou 11ème jour), d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.**

Cette pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

Indépendamment des pénalités de retard, l'administration pénitentiaire aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire.

### 9.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

**En cas de non-respect par le titulaire, sans motif valable, de toute autre obligation prévue au marché et après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, celui-ci encourt l'application par la personne publique d'une pénalité allant jusqu'à 200 euros par jour de dysfonctionnement.**

### 9.3 Non remise de documents

Si le titulaire ne transmet pas les documents listés à l'article 6 du CCTP et 4.1 du présent CCAP, dans les délais prévus, le titulaire est passible envers l'administration pénitentiaire d'une pénalité de 50 euros par jour de retard.

Si le titulaire ne transmet pas les documents listés à l'article 7 du CCTP, il est passible envers l'administration pénitentiaire, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suit l'expiration des délais (soit le 11ème jour), d'une pénalité de 50 euros par jour de retard.

### 9.4 Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, des sanctions peuvent être appliquées au titulaire en application de l'article 8222-1 du code du travail, dans les conditions suivantes :

Lorsque le SPIP est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le titulaire mis en demeure devra apporter au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans un délai de 15 jours.

À défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

**Le montant des pénalités applicables est au plus égal à 10% du montant annuel du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.**

### 9.5 Non remise des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 4 du présent CCAP relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 200 euros par jour de retard.

**Ces pénalités sont cumulables entre elles. Ces pénalités sont dues quelles que soient leur montant.**

## **Article 10 : Assurances et responsabilités**

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

En conséquence, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire veillera à fournir une attestation d'assurance valide tous les ans, à la date d'anniversaire de la notification du présent marché.

Par ailleurs, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1386-1 et suivants du Code civil sont applicables dans le cadre du présent marché.

En conséquence, le titulaire est responsable du (des) dommage(s) causé(s) par un défaut de son (ses) produit(s), qu'il soit ou non lié à la victime par contrat.

## **Article 11 : Nantissement**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

## **Article 12 : Prestations similaires**

En application de l'articles R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché dans le cadre d'une procédure adaptée sans mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser de trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

## **Article 13 : Modifications relatives au titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit le pouvoir adjudicateur et communiquer un extrait K-Bis mentionnant ce changement dans les plus brefs délais.



De la même façon, le titulaire doit informer de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

## **Article 14 : Exécution aux frais et risques**

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, l'administration pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 36 du CCAG-PI.

## **Article 15 : Résiliation du marché**

### Article 15.1 : Résiliation pour faute du titulaire

#### **- Conditions de résiliation pour faute**

L'administration pénitentiaire peut prononcer la résiliation partielle ou totale du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité notamment dans les hypothèses suivantes :

- (1) Lorsque le titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- (2) Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- (3) Lorsque les déclarations produites en application des articles R. 2143-6 à 2143-12 du Code de la commande publique ont été reconnues inexactes ;
- (4) Lorsque le titulaire n'a pas respecté les obligations de confidentialité lui incombant en vertu de l'article 13 du CCAP ;
- (5) Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements tels que définis dans le cadre du présent marché, sauf survenance d'un événement de force majeure ou d'une imprévision de nature à bouleverser irrémédiablement l'équilibre du marché ;
- (6) En cas de manquement du titulaire à l'une des obligations lui incombant au titre du présent marché, si ce manquement est d'une particulière gravité et compromet la poursuite de l'exécution du marché et/ou la continuité du service public pénitentiaire ;
- (7) En cas de cession du marché sans l'agrément préalable de l'administration pénitentiaire conformément aux stipulations de l'article 12 du CCAP.

#### **- Modalités de résiliation pour faute du Titulaire**

En cas de survenance de l'un des cas mentionnés, l'administration pénitentiaire informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. La décision de résiliation pourra être prononcée à l'issue du délai précité.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut d'une autre date, à la date figurant sur l'avis de réception de cette décision.

La décision de résiliation peut porter sur tout ou partie du marché. Qu'elle soit partielle ou totale, la résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

La résiliation totale ou partielle du marché est exclusive de l'application des pénalités et ou des demandes indemnitaires que pourrait formuler l'administration pénitentiaire.

### Article 15.2 : Résiliation sans faute du titulaire

#### **- Résiliation suite à la survenance d'un cas de force majeure**

Au cas où des événements présentant les caractéristiques de la force majeure rendent impossible l'exécution du marché, sa résiliation peut être prononcée par l'administration pénitentiaire ou, à la demande du titulaire par le tribunal compétent, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence.

#### **- Résiliation suite à la survenance d'une imprévision**

Au cas où, à la suite de la survenance d'un événement relevant de l'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du marché serait ou deviendrait irrémédiable, le marché peut être résilié par l'administration pénitentiaire, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence administrative, ou, à la demande du titulaire par le tribunal compétent.

#### **- Résiliation pour un motif d'intérêt général**

L'administration pénitentiaire peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent marché pour un motif d'intérêt général. En l'absence de faute du titulaire, cette résiliation donne lieu à indemnisation du titulaire dans les conditions définies par l'administration.

### Article 15.3 : Liquidation du marché résilié

Le marché résilié est liquidé en tenant compte des éléments suivants :

(1) les prestations exécutées et admises ;

(2) les prestations en cours d'exécution dont l'administration pénitentiaire accepte l'achèvement et admet la réception ;

(3) la valeur non amortie, à la date de résiliation, des équipements et matériels acquis par le titulaire et affectés à l'exécution de ses prestations conformément aux dispositions du présent marché ;

(4) les pénalités applicables au titulaire ;

(5) l'indemnité due au titulaire dans le cadre d'une résiliation prononcée pour un motif d'intérêt général.

## **Article 16 : Règlement des litiges**

### **- Juridictions compétentes**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en français.

En cas de litiges sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui le concerne des cas relevant de l'application de plein droit par le pouvoir adjudicateur des dispositions du CCAG-PI et des pénalités prévues au présent CCAP, les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

Dans le cas où aucun accord conventionnel n'a pu être trouvé, et conformément à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique, les parties saisissent le comité consultatif de règlement amiable territorialement compétent.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif dont relève l'établissement concerné :

#### **Tribunal administratif de Cayenne**

**7, rue Victor Schoelcher**

**97300 CAYENNE**

**Tel. : 05 94 25 49 70**

**Télécopie : 05 94 25 49 71**

**Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr**

## **Article 17 : Dérogations au CCAG**

L'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif aux « pénalités pour retard » déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

L'article 15.3 du CCAP relatif à la « liquidation du marché » déroge à l'article 34 du CCAP-PI.